

Jugement N°90/19/CJ/SII/TCC

du 11 avril 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2018/0311

- Yabavi Françoise VIANOU
- Yaovi Benoît AMOUSSOU
- Société PRODENA SARL
(Mes Brice ZINZINDOHOUE & Igor SACRAMENTO)

C/

- Société ECOBANK BENIN SA
(Me Charles BADOU)
- Maître Jean-Jacques GBEDO
(Me Marie –Elise GBEDO)

OBJET

Annulation de dation en paiement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débat le 07 mars 2019 ;

Jugement en premier ressort prononcé à l'audience publique du 11 avril 2019;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEURS :

- **Françoise Yabavi VIANOU**, de nationalité béninoise, gérante de société, demeurant et domiciliée au lot 1098, Aïbatin, Cotonou, Tél. 96 04 04 10 ;

- **Yaovi Benoît AMOUSSOU**, de nationalité béninoise, gérant de société, demeurant et domicilié au lot n°3147, quartier Agla, Cotonou, Tél. 21 31 53 52 ;

- **Société PRODENA SARL**, au capital social de FCFA 10.000.000, immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier de Cotonou sous le n°RB/COT/2010 B-6613, dont le siège social est sis à Cotonou, quartier Missèbo-Gbédokpo, carré 360-361 ;

Assistés de Maître Igor Cécil SACRAMENTO et Brice ZINZINDOHOUE, Avocats au Barreau du Bénin ;

DEFENDEURS :

Société ECOBANK BENIN, Société Anonyme, au capital de francs CFA dix milliards (10.000.000.000), immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier de Cotonou sous le numéro RB/COT/08 B2889, INSAE : 2958101219559, dont le siège social est sis à Cotonou Rue du Gouverneur Bayol, 01 BP 1280 RB COTONOU, Tél : (229) 21 31 40 23, Fax. (229) 21 31 33 85, Télex. 5394, prise en la personne de son Directeur Général, demeurant et domicilié ès qualités audit siège ;

Assistée de Maître Charles BADOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

Maître Jean-Jacques GBEDO, Notaire, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié ès-qualités en son Etude sis au carré 621, Immeuble face centre médical Saint-Jean, Gbégamey, Cotonou (Bénin), 08 BP 376 Cotonou, Tél : (+229) 21 30 68 89 ;

Assisté de Maître Marie-Elise GBEDO, Avocat au Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

➤ Faits et procédure

La Société PRODENA SARL a obtenu de la Société ECOBANK – BENIN SA, plusieurs facilités ;

En garantie du remboursement de ces facilités, Françoise Yabavi VIANOU s'est portée caution réelle en affectant au profit de celle – ci des immeubles ;

La Société PRODENA SARL n'a pu honorer ses engagements dans les livres de la Société ECOBANK BENIN SA et en remboursement partiel de la dette,

Françoise Yabavi VIANOU a donné en dation en paiement à la Société ECOBANK – BENIN SA, plusieurs immeubles suivant actes des 31 décembre 2015, 04, 19 janvier 2016, 11 janvier, 04 juillet et 29 août 2016 établis en l'Etude de Maître Jean-Jacques GBEDO, notaire ;

➤ **Prétentions et moyens des parties**

Par acte du 12 juin 2018, Françoise Yabavi VIANOU a attrait devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société ECOBANK – BENIN SA pour obtenir :

- l'annulation des actes notariés portant dation en paiement des 31 décembre 2015 ; 04 et 19 janvier 2016 ainsi que l'avenant des 11 janvier, 04 juillet et 29 août 2016 ;
- le paiement de la somme de 25.000.000.000 FCFA à titre de dommages – intérêts pour toutes causes de préjudices confondues ;
- l'exécution provisoire sur minute à hauteur de moitié de la condamnation sollicitée ;

Par un autre acte du 05 juillet 2018, Françoise Yabavi VIANOU, Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL ont attrait devant le même tribunal, la Société ECOBANK BENIN SA pour obtenir l'annulation du même acte de dation en paiement et son avenant ;

Les deux procédures enregistrées sous les numéros BJ/TCC/2018/311 et BJ/TCC/2018/385 ont été jointes et ont évolué sous le numéro BJ/TCC/2018/311 ;

Au soutien de leur action, Françoise Yabavi VIANOU, Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL exposent que la Société ECOBANK – BENIN SA ne produit pas un acte de dation en paiement dont chaque page est paraphée par les parties ;

Qu'alors que la dation en paiement a été conclue entre la Société ECOBANK – BENIN SA et Françoise Yabavi VIANOU, l'avenant intervenu postérieurement a été conclu entre la Société ECOBANK – BENIN SA, Françoise Yabavi VIANOU et la Société SOGEC INTERCONTINENTAL SARL ;

Que la dation en paiement est en réalité un cautionnement des engagements de la Société PRODENA SARL dans les livres de la Société ECOBANK – BENIN SA en ce qu'il est assorti d'une clause de réméré de deux (02) ans ;

Qu'un tel cautionnement est illicite ;

Que pour obtenir de Françoise Yabavi VIANOU son adhésion à l'acte de dation en paiement, la Société ECOBANK BENIN SA a promis à la Société PRODENA SARL de mettre en place une nouvelle ligne de crédit pour lui permettre de relancer ses activités ;

Que c'est en séquestrant Françoise Yabavi VIANOU tard dans la nuit du 31 décembre 2015 au 1^{er} janvier 2016, à son bureau avec des agents de la banque que le notaire a réussi à lui faire signer la dation en paiement ;

Qu'une plainte a été déposée contre la Société ECOBANK – BENIN SA, son Directeur Général, le notaire pour violences et voies de fait, faux et usage de faux et la procédure est en cours au 4^{ème} cabinet d'instruction du tribunal de première instance de Cotonou ;

Que les biens donnés en dation en paiement ont une valeur de 2.142.449.685 FCFA mais la dation a finalement été conclue pour un montant de 2.000.000.000 FCFA ;

Qu'il doit être sursis à l'exécution de l'acte notarié de dation en paiement jusqu'à l'issue de la procédure pénale engagée ;

Sur les moyens exceptionnels de la Société ECOBANK – BENIN SA, Françoise Yabavi VIANOU, Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL soutiennent que l'assignation du 05 juillet 2018 n'a pas été formalisée à la requête de la Société PRODENA SARL seule et les mentions relatives aux autres requérants sont régulières ;

Que la Société ECOBANK – BENIN SA ne précise pas la disposition légale qui prescrit la nullité soulevée et ne justifie d'aucun grief ;

Que du fait de la jonction des procédures, aucune annulation de l'une des assignations ne peut intervenir ;

Que l'intérêt de Yaovi Benoît AMOUSSOU et de la Société PRODENA SARL dans la présente instance réside dans le fait qu'en cas de triomphe, l'extinction partielle de la dette ne pourrait plus se faire alors que Françoise Yabavi VIANOU, Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL sont tous débiteurs de la Société ECOBANK – BENIN SA ;

En réaction, la Société ECOBANK BENIN a suivant exploit du 14 janvier 2019, attiré en intervention forcée Maître Jean – Jacques GBEDO ;

Résistant aux prétentions de Françoise Yabavi VIANOU, Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL, la Société ECOBANK – BENIN SA soulève :

- la nullité de l'exploit introductif d'instance ;
- l'irrecevabilité de la demande formulée par Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL ;

Elle soutient également le mal fondé des demandes formulées par Françoise Yabavi VIANOU, Yaovi Benoît AMOUSSOU, la Société PRODENA SARL et Maître Jean – Jacques GBEDO ;

La Société ECOBANK BENIN SA développe que la Société PRODENA SARL n'a pas indiqué l'organe qui la représente légalement dans l'assignation du 05 juillet 2018 ;

Qu'elle a dû exposer des frais supplémentaires aux fins de savoir si celle – ci n'est pas en liquidation judiciaire ou si elle avait un représentant légal ;

Que Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL n'ont pas intérêt et qualité en la présente procédure en ce qu'ils ne sont pas parties aux contrats querellés ;

Que la Société PRODENA SARL lui est redevable de la somme de 13.845.140.547 FCFA et Françoise Yabavi VIANOU, la Société PRODENA SARL ainsi que son

gérant Yaovi Benoît AMOUSSOU ont tous reconnu cette dette dans l'acte notarié des 31 décembre 2015, 04 et 19 janvier 2016 établi par Maître Jean-Jacques GBEDO ;

Que la dation n'est assortie d'aucune condition et ne constitue pas une sûreté ;

Que le prix a été convenu entre elles et Françoise Yabavi VIANOU a librement consenti à cet acte ;

Que chacune des feuilles de l'acte a été paraphée par le notaire et les parties ;

Qu'il ne peut être sursis à l'exécution d'un acte notarié tant qu'il n'est pas déféré devant un juge civil suivant une action en inscription de faux ;

Qu'il n'y a aucune urgence à ordonner l'exécution provisoire ;

Que l'action en intervention forcée contre Maître Jean-Jacques GBEDO n'est pas abusive encore moins vexatoire en ce qu'elle vise à faire établir la validité de la dation en paiement qu'il a formalisée ;

Qu'elle n'a commis aucune faute susceptible de justifier les dommages – intérêts sollicités ;

Qu'elle sollicite la condamnation de Françoise Yabavi VIANOU, Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL au paiement de la somme de 500.000.000 FCFA pour procédure abusive ainsi que l'exécution provisoire sur minute ;

Maître Jean-Jacques GBEDO relève que son intervention forcée n'était ni utile ni nécessaire et sollicite sa mise hors de cause ;

Il précise que l'action de la Société ECOBANK – BENIN SA contre lui constitue un abus de droit ;

Que celle – ci doit être condamnée à lui payer la somme de 10.000.000 FCFA à titre de dommages – intérêts ;

Que Yabavi Françoise VIANOU a librement signé l'acte de dation en paiement et l'avenant n'a rien changé à la substance de cet acte ;

Que la minute a été présentée à celle – ci le 31 décembre 2015 et lecture lui en a été donnée et elle a signé sans réserve ni contestation en présence de Cyrille LALEYE, Directeur Juridique de la Société ECOBANK – BENIN SA, Yaovi Benoît AMOUSSOU qui était à ses côtés ;

Que l'avenant a été signé par Yabavi Françoise VIANOU en qualité de gérante de la Société PRODENA sarl et de gérante de la Société SOGEC INTERCONTINENTAL ;

Qu'il sollicite l'exécution provisoire sur minute de la condamnation de la Société ECOBANK BENIN SA à des dommages – intérêts ;

1- Sur la nullité de l'assignation

Attendu que l'article 193 de la loi 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes en République du Bénin dispose : « *Aucun acte de procédure ne peut être déclaré nul pour vice de forme si la nullité n'en est pas expressément prévue par la loi, sauf en cas d'inobservation d'une formalité substantielle ou d'ordre public.*

La nullité ne peut être prononcée qu'à charge pour l'adversaire qui l'invoque de prouver le grief que lui cause l'irrégularité » ;

Attendu que même s'il était avéré que la Société ECOBANK – BENIN SA a engagé des frais pour vérifier la représentation régulière de la Société PRODENA SARL, ces diligences ne peuvent donner lieu à l'annulation de l'assignation que si elles ont abouti à un obstacle au libre exercice de ses droits à la défense ;

Que le défaut de mention de l'organe qui représente légalement la Société PRODENA SARL n'a pas empêché la Société ECOBANK BENIN SA de développer ses moyens de défense ;

Que l'exception soulevée mérite rejet ;

2- Sur la recevabilité de l'action de Yaovi Benoît AMOUSSOU et de la Société PRODENA SARL

Attendu que la présente procédure vise à obtenir l'annulation de la dation en paiement consentie par Françoise Yabavi VIANOU au profit de la Société ECOBANK –BENIN SA suivant acte notarié des 31 décembre 2015, 04 et 19 janvier 2016 et son avenant des 11 janvier, 04 juillet et 29 août 2016 ;

Attendu que ni Yaovi Benoît AMOUSSOU ni la Société PRODENA SARL n'ont été parties à ces actes et n'élèvent aucune prétention dans le cadre de la présente procédure ;

Qu'ils n'ont pas qualité à y figurer ;

Qu'il y a lieu de les déclarer irrecevables en leur action ;

3- Sur le sursis à exécution de la dation en paiement

Attendu qu'au sens de l'article 1319 du code civil, en cas de plainte en faux principal, l'exécution de l'acte argué de faux ne sera suspendue que par la mise en accusation ;

Que la plainte adressée au juge d'instruction ne peut suffire à faire suspendre l'exécution d'un acte notarié ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande de sursis à exécution soulevée ;

4- Sur la nullité de l'acte de dation en paiement

Attendu que l'article 1^{er} de l'acte uniforme portant organisation des sûretés dispose : « *Une sûreté est l'affectation au bénéfice d'un créancier d'un bien, d'un ensemble de biens ou d'un patrimoine afin de garantir l'exécution d'une obligation ou d'un ensemble d'obligations, quelle que soit la nature juridique de celles-ci et notamment qu'elles soient présentes ou futures, déterminées ou déterminables, conditionnelles, ou inconditionnelles et que leur montant soit fixe ou fluctuant* » ;

Qu'il n'existe point de sûreté en l'absence de l'affectation d'un bien en garantie de l'exécution d'une obligation ;

Que l'existence d'une clause de réméré qui n'est qu'une faculté de rachat offert au vendeur n'entache pas la validité de la dation en paiement ;

Attendu également que chaque page de la minute produite par Maître Jean-Jacques GBEDO comporte deux paraphes ;

Que l'avenant est revêtu des signatures des parties à la dation en paiement ;

Que rien n'interdit aux parties à un acte d'y faire entrer d'autres personnes à l'occasion d'un avenant dès lors qu'elles s'accordent toutes sur le contenu ;

Que la preuve des actes de violences qu'aurait exercés des agents de la banque sur la personne de Yabavi Françoise VIANOU n'est pas rapportée ;

Attendu en outre que ni la dation en paiement ni l'avenant ne prévoient la promesse de nouvelles facilités ;

Que le fait que les immeubles donnés en dation ont été évalués à 2.142.449.685 FCFA pour un paiement de 2.000.000.000 FCFA ne constitue point un motif d'annulation dès lors qu'il est loisible à Françoise Yabavi VIANOU de solliciter la restitution de trop perçu le cas échéant ;

Qu'il n'en faut pas plus pour rejeter l'annulation de la dation en paiement sollicitée ;

5- Sur la mise hors de cause de Maître Jean-Jacques GBEDO

Attendu que l'acte notarié des 31 décembre 2015, 04 et 19 janvier 2016 et son avenant des 11 janvier, 04 juillet et 29 août 2016 ont été élaborés par Maître Jean-Jacques GBEDO pour le compte de la Société ECOBANK – BENIN SA et Françoise Yabavi VIANOU ;

Que dans la présente instance celle – ci remet en cause la validité de ces actes pour des motifs y compris relatifs au professionnalisme du notaire ;

Que dès lors l'assignation de ce dernier en intervention forcée dans la procédure se trouve justifiée ;

Qu'au demeurant, la production de la minute des actes par Maître Jean-Jacques GBEDO a permis de faire échec au moyen tiré du défaut de paraphe de chaque page desdits actes par les parties ;

Qu'il y a lieu de rejeter sa demande de mise hors de cause et de condamnation de la Société ECOBANK – BENIN SA au paiement de dommages – intérêts ;

6- Sur les dommages – intérêts sollicités par la Société ECOBANK – BENIN SA

Attendu que la dation en paiement a été consentie par Françoise Yabavi VIANOU depuis décembre 2015 et janvier 2016 ;

Que la présente procédure initiée les 12 juin et 05 juillet 2018 sans aucun motif sérieux alors même qu'aucun nouvel élément n'est intervenu entre les parties constitue une action abusive et vexatoire ;

Qu'il y a lieu de la condamner au paiement de dommages – intérêts ;

Mais attendu que le montant de 500.000.000 FCFA sollicité par la Société ECOBANK – BENIN SA est exagéré ;

Qu'il y a lieu de le ramener à de justes proportions à savoir la somme de 500.000 FCFA ;

7- Sur l'exécution provisoire sur minute

Attendu qu'il n'y a aucune urgence pour la Société ECOBANK – BENIN SA à entrer en possession des dommages – intérêts ainsi prononcés ;

Qu'il y a lieu de rejeter l'exécution provisoire sollicitée ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Rejette la demande d'annulation de l'exploit introductif d'instance du 05 juillet 2019 ;

- Déclare Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL, irrecevables en leur action ;

- Rejette la demande de mise hors de cause et de dommages – intérêts formulée par Maître Jean-Jacques GBEDO ;

- Rejette la demande de sursis à exécution de l'acte notarié des 31 décembre 2015, 04 et 19 janvier 2016 et son avenant des 11 janvier, 04 juillet et 29 août 2016 formalisés entre Françoise Yabavi VIANOU et la Société ECOBANK – BENIN SA par Maître Jean-Jacques GBEDO ;

- Déboute Françoise Yabavi VIANOU de sa demande d'annulation des actes sus indiqués ;

- Condamne Françoise Yabavi VIANOU à payer à la Société ECOBANK – BENIN SA, la somme de cinq cent mille (500.000) FCFA à titre d'action abusive et vexatoire ;

- Rejette la demande d'exécution provisoire formulée par la Société ECOBANK – BENIN SA ;

- Condamne Françoise Yabavi VIANOU, Yaovi Benoît AMOUSSOU et la Société PRODENA SARL aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT